Contribution FSU au GT mesures complémentaires 1er degré avril 2020

Nous, FSU, accueillons favorablement la dotation académique supplémentaire de 45 postes.
Elle va permettre le déploiement des mesures gouvernementales avec des déclinaisons départementales selon le poids plus ou moins important du rural et de l'EP. En pleine crise sanitaire, ce coup de pouce budgétaire va faciliter la préparation de la prochaine rentrée scolaire, sans toutefois résoudre toutes les inégalités. Il démontre qu'une ouverture des vannes budgétaires est donc bien possible. Cet élan doit s'amplifier et s'inscrire dans une démarche d'amélioration durable pour le service public d'éducation. À ce titre, nous demandons également que les mesures de cartes scolaires second degré soient suspendues et réexaminées, en répartissant notamment l'enveloppe nationale des 350 ETP conservés en réserve. Le second degré ne doit pas être le grand sacrifié à l'issue de cette crise inédite. Personne ne saurait le comprendre tant notre École est affaire de continuité.

Pour autant, des inquiétudes persistent quant à la répartition de cette dotation. Le département de la Drôme, qui cumule la ruralité, des populations plus fragiles et des écoles en éducation prioritaire, semble ne pas être suffisamment doté au regard de ses difficultés, d'autant que la répartition proposée à l'intérieur de ce département, jusqu'à lors, ne va pas dans le sens des préconisations ministérielles de favoriser l'encadrement des élèves puisqu'elle maintient, coûte que coûte, la création de 4 postes de personnels mobiles « chargés de mission inclusive vie scolaire » sans revenir sur la fermeture de deux classes dans des écoles inclusives accueillant une ULIS chacune.

Par ailleurs, il y a des orientations que nous réclamons au niveau académique et/ou départemental depuis des années et qui ne sont toujours pas entendues :
- l'absolue nécessité de reconstituer les RASED décimés en 2008 et de les renforcer. Un courrier du collectif national RASED a été adressé au MEN le 6 avril. L'une des revendication est formulée ainsi : "En ce sens, la carte scolaire 2020 doit être celle de l'augmentation des postes des personnels des RASED et des postes d'enseignants afin de répondre aux besoins éducatifs particuliers de tous les enfants." Notre académie n'a pas, au vu des documents présents et passés, fait le choix ni d'abonder le nombre de postes E et G ni d'assurer, dans certains départements, des départs en formation. **Nous demandons une politique volontariste et ambitieuse pour l'enseignement spécialisé au sein de notre académie.**
- le maintien des postes de PMQC là où ils existent encore et de nouvelles créations. C'était une mesure phare du quinquennat précédent, prisée par les enseignant.es qui en bénéficiaient. **La FSU a toujours demandé qu'un bilan précis des apports de ce dispositif soit dressé et revendiqué sa généralisation à l'ensemble des écoles.** Sur notre académie, deux départements disposaient de PMQC hors EP qui avaient été préservés cette année encore, ceux exerçant en EP ayant été pour beaucoup supprimés pour alimenter le dispositif 100% réussite. Cette année, ils disparaissent, ce qui provoque de la colère dans les écoles concernées.
- les besoins en moyens de remplacement sont aussi criants, mais visiblement, ils n'entrent pas dans les priorités. On dédouble en EP, on amène progressivement les GS à 24 en milieu ordinaire, mais au quotidien, l'effectif initial n'est pas préservé, en maternelle comme ailleurs. Il n'est pas rare de voir 2-3 élèves minimum supplémentaires par classe, sur plusieurs jours, voire semaines

faute de remplaçant.e, sans parler de la formation continue qui en pâtit, puisque que des stages d'école sont reportés, annulés ou limités en nombre de participants. **Une autre inquiétude pèse sur le recrutement. Tout le monde a bien conscience qu'enseigner est un métier qui s'apprend.** Aussi le ministère doit également anticiper en augmentant le nombre de places au concours, afin d'avoir des enseignants formés et ne pas recourir à la précarité à la rentrée.

Au vu du contexte exceptionnel de cette fin d'année, alors que la période de confinement révèle et exacerbe encore davantage les inégalités sociales et scolaires, si nous prenons acte positivement de cette rallonge ministérielle , **il demeure indispensable néanmoins pour la FSU de réclamer:**
- un moratoire sur toutes les fermetures envisagées
- la création de postes RASED et PMQC
- des postes de remplaçant.e

Pour les élus FSU,
Corinne Baffert
Secrétaire générale Snes-FSU Grenoble